


**USINENNOUVELLE.com**
[Accédez à nos guides](#)
[Accédez à nos archives](#)
[Accédez à votre compte](#)
[L'EXPO PERMANENTE](#)
[LE MEILLEUR DU WEB](#)
[L'INFO 24/7](#)
[L'ESPACE EMPLOI](#)
**L'INFO 24/7**

Recherche d'articles ou de dossiers

RECHERCHER

 Inscription aux newsletters  
Usinenouvelle.com

votre e-mail

OK

[Accueil](#)
[Techno](#)
[Indices et Cotations](#)
[Salons](#)
[Librairie](#)

L'actualité

Imprimer

Envoyer

Economie

## LE SMALL BUSINESS ACT EUROPÉEN VERSION COMMISSION

26/06/2008

**La Commission expose ses propositions de Small Business Act en faveur des PME, l'une des priorités de la présidence française de l'Union Européenne. Au menu : un statut de société privée européenne, une TVA réduite pour les services fournis localement et un délai de paiement limité à 30 jours. Mais pas de quotas sur les marchés publics.**



(c) H. Boufret

La Commission Européenne a adopté hier ses propositions de « Small Business

Act » (discrimination positive à l'égard des PME), en vue d'une loi européenne qui devrait être votée, par les eurodéputés et les Etats membres, durant la présidence française de l'Union débutant le 1er juillet pour une durée de six mois.

Inspirée par le SBA américain, le projet européen de soutien aux

PME vise à libérer leur « potentiel de croissance durable et de créations d'emplois », notamment en allégeant les obstacles administratifs qu'elles rencontrent et en favorisant leur accès au financement.

Reconnaissant le rôle central\* des PME dans l'économie européenne et soulignant l'importance de valoriser l'image sociale de l'entrepreneuriat, le texte de la Commission énonce quatre mesures principales :

► Un nouveau statut unique et simplifié de société privée européenne (SPE), accessible à toutes les PME de l'UE et valable dans tous les Etats membres. Ce statut vise à faciliter l'activité des petites et moyennes entreprises qui exercent au-delà de leurs frontières nationales. A l'heure actuelle, celles-ci sont obligées de créer des filiales selon des formes juridiques qui varient d'un Etat européen à l'autre. Les entrepreneurs réaliseront ainsi des économies de temps et d'argent en matière de gestion, de conseil juridique et de démarches administratives. Un capital social d'un euro suffira pour créer une SPE et le siège social pourra être basé dans un pays autre que celui de l'enregistrement.

► Un nouveau règlement d'exemption concernant les aides d'Etat pour simplifier et réduire le coût des procédures. Il permettra d'accroître les aides aux PME concernant la formation, la R&D ou encore la protection de l'environnement.

► La possibilité pour les Etats membres d'appliquer des taux de TVA réduits sur les services fournis localement, y compris les services à forte intensité de main d'œuvre, comme la restauration, l'hôtellerie ou le bâtiment.

► Une modification de la directive sur les retards de paiement (prévue pour 2009) garantissant que les PME soient payés dans un délai de 30 jours.

Par ailleurs, la Commission souhaite également que soit accordée une seconde chance aux entrepreneurs ayant fait faillite, en étant traités comme les nouveaux créateurs d'entreprises, notamment pour l'attribution des aides. La réduction des procédures et des charges (de

Autres secteurs

### Derniers articles

sur Economie

Investissements directs à l'étranger : chute attendue après un record en 2007

Zone euro : services et industrie en recul en juin

57 % de PME françaises exportent leur production

Ingénieurs : combien gagnent-ils ?

Actions de groupe : le rendez-vous manqué de la LME

[Plus d'articles](#)


L'édito de

 Pierre-Olivier Rouaud,  
rédacteur en chef délégué

 Le sommaire complet  
n°3107

 L'index des entreprises  
citées

[En savoir plus](#)

Achetez ce numéro

[S'ABONNER AU MAGAZINE](#)

### Tous les articles du N°3107

Sous-traitance : notre enquête exclusive de conjoncture

Notre classement des 250 entreprises de sous-traitance

L'Atlas des usines est disponible

Métaux : Chine, ce n'est qu'un début...

[TOUTES NOS ARCHIVES DEPUIS 1994](#)

BIOTECHS

LES PREMIERS RÉSULTATS, ENFIN !

G.Escher

ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

L'UTOPIE FACE AU TERRAIN

R.ELC



Accéder à des postes de Direction en intégrant un Mastère Spécialisé executive, c'est une réalité pour les acteurs de la Fonction Achats avec l'ESC Grenoble et Cegos.

[Lire la suite](#)

25% pour 2012) administratives est aussi à l'ordre du jour, notamment grâce aux guichets uniques. L'accès au financement devrait être facilité aux PME, notamment par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI). Bruxelles envisage également la promotion de l'esprit d'entreprise par la création d'un programme d'échanges d'expériences, type Erasmus, en direction des jeunes entrepreneurs et des apprentis.

En revanche, la Commission ne propose pas, comme le revendiquait la France, un quota réservé de marchés publics aux PME (le SBA américain fixe un minimum de 22 % de marchés publics attribués aux PME). Elle invite seulement les Etats membres à « faciliter l'accès » des petites et moyennes entreprises à leurs marchés publics (qui ont représenté près de 1 800 milliards d'euros en 2006, soit 16 % du PIB européen), par une meilleure information et un délai plus long pour soumettre les offres.

Le secrétaire d'Etat chargé des PME, Hervé Novelli, s'est réjoui que la Commission reconnaisse le rôle stratégique de la PME en matière de croissance et de développement économique, tout en estimant que le SBA européen pouvait être « *largement amélioré* », notamment sur la question des quotas de marchés publics réservés et celle du financement des PME.

**Matthieu Maury**

\* En Europe, 23 millions de PME (comptant moins de 250 salariés et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros), pour 41 000 grandes entreprises, fournissent 80 % des nouveaux emplois. 99 % des entreprises de l'UE sont des PME.

### Pour le Syndicat des Indépendants (SDI) : «*cela manque de souffle*»

A l'instar de la CGPME, le SDI, syndicat français d'artisans et de commerçants (25 000 membres), se déclare déçu. « *Ce n'est qu'une déclaration d'intentions. Cela manque de vision, de souffle, d'une véritable politique interventionniste en direction des PME. Par exemple, les Etats-Unis ont fondé une Small Business Administration pour développer les très petites entreprises et les PME. Ils ne se cantonnent pas à un catalogue de mesures. Ils développent une véritable politique spécifique et réservée aux PME.* »

Le Syndicat des Indépendants reconnaît l'intérêt des mesures sur la réduction du délai de paiements à 30 jours et la possibilité de baisser la TVA pour les services locaux, notamment ceux à forte intensité de main d'œuvre. Toutefois, il souligne les manquements de la Commission quant à l'accès au financement. « *C'est le nerf de la guerre ! Or, en l'état actuel du SBA européen, on ne répond pas à la restriction de l'accès au crédit à laquelle font face les TPE et PME.* ».

@ Rédaction L'Usine Nouvelle

<< Retour à la rubrique "L'actualité"



**Serveur HP BladeSystem c3000**  
 Serveur HP ProLiant bl460c doté du processeur Intel® Xeon® quatre cœurs

Le 2 juillet à Paris, rejoignez la Génération Blades. Inscrivez-vous vite !

## L'INFO À LA UNE



**Emploi des seniors : le gouvernement précise son plan aujourd'hui**  
 La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a reçu jeudi [...]



**Le Small Business Act européen version Commission**  
 La Commission expose ses propositions de Small Business Act [...]



**Entreprises high-tech : qui est le plus écolo ?**  
 Comme chaque année, Greenpeace distribue ses [...]



**Le moral des ménages au plus bas depuis 1987**  
 Incertitude sur les prix, le niveau de vie, le [...]

[Aide](#)

[Contact](#)

[Publicité](#)

[Conditions Générales](#)

[RSS](#)

[GISI recrute](#)

[Plan du site](#)

[Usine Nouvelle Network](#)